

TRIBUNE

# Le coup de massue du gouvernement sur les quartiers populaires

Par Un collectif d'élus , (<http://www.liberation.fr/auteur/17357-un-collectif-d-elus>) — 1 septembre 2017 à 15:37



Une élève malentendante suit les instructions d'une assistante, dans une école des Hauts-de-Seine, en novembre. Dans l'Education nationale, nombre d'emplois aidés concernent le handicap. Photo Boris Allin. Hans Lucas

Après avoir déjà subi une baisse drastique du budget de la Ville, des élus de Seine-Saint-Denis lancent un cri d'alarme face à la suppression des emplois aidés qui saborde nombre de projets et structures dans les domaines aussi différents que l'éducation, la culture, la santé et le sport.

Après une baisse drastique de 46,5 millions d'euros du budget de la politique de la Ville, dont 2,1 millions rien que pour la Seine-Saint-Denis, ce gouvernement continue de cibler les quartiers populaires en mettant à mal les acteurs du quotidien qui assurent leur réussite et leur cohésion sociale. Localement, pour nos associations, ce sont des projets engagés qui sont balayés d'un revers de main avec des baisses allant jusqu'à 50%.

La décision du gouvernement de supprimer massivement 30 000 emplois aidés, pourtant utiles à ceux qui les occupent comme à ceux qui bénéficient de leur travail, est une grave erreur, lourde de conséquences en Seine-Saint-Denis, territoire à la vitalité associative extraordinaire, avec plus de 20 000 associations engagées dans nos villes et nos quartiers. Cette décision saborde le fonctionnement de nombreuses structures, et la réalisation de leurs projets d'intérêt général dans l'éducation, la culture, l'autonomie, l'aide à la personne, l'insertion et même le sport.

Les collectivités, les associations, les collectifs citoyens doivent bénéficier de moyens suffisants pour agir concrètement en faveur de l'égalité : accompagnement éducatif, autoréhabilitation des logements, médiation interculturelle, sport, art et de culture, services publics locaux innovants, les projets foisonnent en Seine-Saint-Denis.

Nous tirons donc la sonnette d'alarme car les forces vives de Seine-Saint-Denis sont en danger. Le gouvernement doit revoir sa copie et adresser très vite des signaux positifs à notre territoire et aux acteurs qui s'y engagent.

---

## **Signataires :**

**Stéphane Troussel**, président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ; **Francois Asensi**, maire de Tremblay ; **Patrice Bessac**, maire de Montreuil ; **Patrick Braouezec**, président de Plaine Commune ; **Meriem Derkaoui**, maire d'Aubervilliers ; **Michel Fourcade**, maire de Pierrefitte-sur-Seine ; **Daniel Guiraud**, maire des Lilas ; **Mohamed Gnabaly**, maire de L'Ile-Saint-Denis ; **Olivier Klein**, maire de Clichy-sous-Bois ; **Tony Di Martino**, maire de Bagnolet ; **Clément Rémond**, **Corinne Peratou et Jean-Paul Hatterer**, coprésidents du comité départemental de la FSGT de Seine-Saint-Denis ; **Gilles Poux**, maire de la Courneuve ; **Laurent Russier**, maire de Saint-Denis ; **Sylvine Thomassin**, maire de Bondy ; **Azzeddine Taibi**, maire de Stains ; **Rober Turgis**, délégué de l'UFOLEP 93 ; **Corinne Valls**, maire de Romainville.

[Un collectif d'élus \(http://www.liberation.fr/auteur/17357-un-collectif-d-elus\)](http://www.liberation.fr/auteur/17357-un-collectif-d-elus)